



Une manifestation de l'extrême-droite à Paris réclame la démission du président Hollande

Selon la police 17 000 personnes auraient pris part à la manifestation parisienne.

Par [Antoine Lerougetel](#)

Mondialisation.ca, 01 février 2014

[WSWS.org](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

L'extrême-droite française a organisé dimanche dernier un « Jour de colère » réclamant la démission du président PS François Hollande. Selon la police 17 000 personnes auraient pris part à la manifestation parisienne.

Le site d'information Médiapart écrit que le collectif « avait annoncé un mouvement de 'convergence des luttes', organisé sous huit bannières différentes : fiscalité, éducation-jeunesse, famille, identité nationale, chômage, respect des convictions religieuses, liberté d'entreprise, respect des libertés fondamentales. »

De nombreux groupes d'extrême-droite ont participé à la manifestation, dont les Groupes nationalistes révolutionnaires (GNR), le Front nationaliste, Terre et peuple, ou encore Yvan Benedetti, un ancien du Front national et dirigeant de l'Oeuvre française, un groupuscule dissout en juillet dernier après le meurtre néofasciste d'un étudiant, Clément Méric. Il y avait aussi des partisans du comédien islamiste d'extrême-droite Dieudonné M'bala M'bala, qui s'associe publiquement avec des négationnistes de l'holocauste tel Robert Faurisson.

Parmi les slogans antisémites et néo-nazis scandés lors de la manifestation il y avait « Israël hors d'Europe, » « La France aux Français, » « Hollande ça suffit, travail, famille, patrie », les trois derniers mots reprenant la devise du régime fasciste de Pétain qui collabora avec l'occupation nazie durant la Seconde Guerre mondiale.

La manifestation a reçu divers signes de soutien de la part de politiciens français de droite. L'Union pour un mouvement populaire (UMP) n'a pas appelé à soutenir le Jour de colère mais l'ancien ministre UMP de l'Éducation, Luc Chatel, vice-président du parti a déclaré: « Je ne la soutiens pas mais je la comprends. »

Christine Boutin, ancienne ministre droitière du logement et présidente du petit Parti démocrate chrétien a dit être d'accord avec « cette agrégation de gens en colère » même si elle refusé d'y participer de crainte qu'il n'y ait des violences.

Le Front national (FN), conduit par Marine Le Pen, dont le père Jean-Marie avait de façon tristement célèbre qualifié l'holocauste de « détail de l'histoire », avait hésité à appeler à soutenir cette journée d'action. Sa nièce, la députée Marion Maréchal-Le Pen, avait changé d'avis après que sa section départementale eut pris part à l'organisation de la manifestation Jour de colère du fait de « l'environnement, l'appel des pro-Dieudonné, la crispation des

échanges sur le web. »

L'organisation de la manifestation où les éléments les plus vils et les plus réactionnaires se présentent comme l'unique opposition à Hollande reflète l'absence totale de direction politique au sein de la classe ouvrière en France. Il y a au sein de la classe ouvrière, une profonde opposition de gauche à la politique d'austérité et aux guerres néo-coloniales de Hollande. Il est devenu le président le plus impopulaire de France depuis 1958, date de la mise en place de la Cinquième République.

Mais dans une situation où des groupes pro PS de la classe moyenne, tel le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), sont largement considérés comme la « gauche » du spectre politique, cette opposition de la classe ouvrière ne trouve pas d'expression. Ce qui domine ce sont les éléments les plus vils de la politique d'extrême-droite.

Lors de récentes élections locales partielles, le FN néofasciste a dépassé le PS. Les prévisions concernant les élections européennes de mai donnent au FN les scores les plus élevés, dépassant les principaux partis parlementaires que sont le PS et l'UMP conservateur de l'ancien président Nicolas Sarkozy.

Ce Jour de colère est un exemple du développement à l'échelle de l'Europe des tendances fascistes ayant recours au chauvinisme, à l'homophobie et à l'islamophobie pour dissimuler leur programme pro-capitaliste et d'Etat policier visant à diviser et désarmer la classe ouvrière. L'année dernière, ils avaient organisé des manifestations de masse en France contre le mariage pour tous et le 19 janvier une manifestation de plusieurs milliers de personnes contre l'avortement.

Les forces de la pseudo-gauche ont non seulement étouffé l'opposition à Hollande de la classe ouvrière, mais ils ont aussi soutenu les guerres et la politique chauvine des gouvernements successifs, faisant virer massivement la politique française à droite, et contribuant à intégrer le FN dans l'*establishment* politique.

Le Parti communiste français (PCF), le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon et le NPA ont soutenu la loi contre le voile islamique et la burqa. Ils ont avec les syndicats apporté un soutien inconditionnel à l'élection de Hollande, sachant pertinemment qu'il pratiquerait une politique d'austérité dictée par l'Union européenne et les banques.

Ils n'ont mené aucune campagne contre la persécution des Roms et des sans-papiers du ministre de l'Intérieur de Hollande, Manuel Valls, contre la surveillance électronique massive de la population et les guerres néo-coloniales à l'étranger. Ils ont fait une tentative de pure forme pour protester contre les coupes dans les retraites, négociées entre Hollande et la bureaucratie syndicale l'année dernière. Mais comme ils n'étaient pas contre la mesure et qu'ils craignaient une opposition à Hollande de la classe ouvrière, et comme ils sont largement et correctement perçus comme étant des partisans de Hollande, ces manifestations ont tourné court.

Lundi l'annonce des chiffres record de 3,3 millions de chômeurs (10,6 pour cent) et 4,89 millions de personnes partiellement au chômage a fait voler en éclats le mensonge de Hollande, répété à l'envi tout au long de 2013, qu'il allait renverser la courbe du chômage.

Le même jour, loin d'appeler à la démission du gouvernement PS, les syndicats et les organisations patronales, les soi-disant partenaires sociaux, rencontraient le premier

ministre Jean-Marc Ayrault pour entamer des négociations sur la manière de mettre en place les mesures d'austérité brutales contenues dans le Pacte de responsabilité des syndicats avec les patrons, mis en place par Hollande et impliquant des allègements fiscaux de 30 milliards d'euros pour les patrons et 20 milliards de coupes dans les dépenses sociales, afin d'améliorer la compétitivité et les profits du patronat aux dépens de la classe ouvrière.

La réaction immédiate du Medef, organisation patronale, a été comme on pouvait s'y attendre de rejeter toute idée que l'on puisse contraindre les entreprises à embaucher et d'exiger que les allègements fiscaux soient doublés pour atteindre 60 milliards d'euros.

Une déclaration du 14 janvier de l'Intersyndicale, regroupant la CGT (Confédération générale du Travail) et le syndicat des enseignants FSU, tous deux dominés par le Parti communiste, la CFDT (Confédération française démocratique du travail) et l'UNSA (Union nationale des syndicats autonomes) proches du PS, a réclamé avant tout des mesures patronales plus substantielles.

La déclaration appelle à « une plus grande clarté et une plus grande cohérence dans le financement et les aides apportés aux entreprises... pour la généralisation de la conditionnalité des aides et exonérations fiscales aux entreprises [concernant] la création d'emplois. »

Antoine Lerougetel

Article original, [WSWS](#), paru le 30 janvier 2014

La source originale de cet article est [wsws.org](#)
Copyright © [Antoine Lerougetel](#), [wsws.org](#), 2014

Articles Par : [Antoine Lerougetel](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca